

AUTORISATION DE POURSUITE DE L'EXPLOITATION D'UN ETABLISSEMENT

RECEVANT DU PUBLIC

BATIMENT BALANCE de L'HIPPODROME

Avenue de l'hippodrome

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213300692-20240513-2024-32-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 14/05/2024

LE MAIRE DE LA COMMUNE DE LE BOUSCAT,

VU l'article L 2212 - 2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU les articles R 123.1 à R. 123.55 du Code de la Construction et de l'Habitation,

VU le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,

VU l'arrêté préfectoral du 29 novembre 1995 portant constitution d'une commission communale de sécurité et d'accessibilité,

Vu l'arrêté du 25 juin 1980 modifié portant règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public,

Vu l'arrêté du 12 décembre 84 modifié portant dispositions particulières applicables aux établissements du type L,

Vu l'arrêté du 22 décembre 84 modifié portant dispositions particulières applicables aux établissements du type N,

VU l'avis favorable de la Commission Communale de Sécurité incendie en date du **13 mai 2024**.

ARRÊTE

Article 1^{er} – L'établissement recevant du public, du type L, N classé dans la 4^{ème} catégorie dénommé « bâtiment balance », situé Avenue de l'Hippodrome – 33110 Le Bouscat, **est autorisé à poursuivre son activité à compter du 13 mai 2024** dans les conditions prévues par le code de la construction et de l'habitation, le règlement de sécurité incendie et les règles relatives à l'accessibilité aux handicapés.

Article 2 – Cette autorisation est subordonnée à la réalisation dans les délais des prescriptions mentionnées sur le procès-verbal émis lors de la visite du **13 mai 2024** de la Commission Communale de Sécurité Incendie.

Article 3 – Les travaux importants ultérieurs dans l'établissement susvisé ne pourront être réalisés qu'après obtention, d'un permis de construire. Les transformations ne nécessitant qu'une demande d'autorisation de travaux ne pourront être réalisées qu'après avis de la

commission de sécurité compétente conformément à l'article R 123-3 du Code de la construction et de l'habitation.

Article 4 – La défense contre l'incendie de ladite installation sera assurée en premier appel par le Service Départemental d'Incendie et de Secours (Tél : 18 pour un téléphone filaire ou 112 pour un téléphone portable)

Article 5 – Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Préfecture de la Gironde
- Service Départemental d'Incendie et de Secours
- Madame la Commissaire chef de la division centre de la circonscription de Police Nationale de Bordeaux
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville du Bouscat

Chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait en l'Hôtel de Ville du Bouscat, 14 Mai 2024

Pour le Maire,
L'Adjoint délégué,
En charge de la sécurité, Mobilité,
Anciens Combattants

Alain MARC

➤

